

## Protéger les emplois canadiens pendant la guerre commerciale

L'industrie canadienne de l'acier est confrontée au plus grand défi qu'elle ait connu depuis une génération. Les États-Unis ont imposé des tarifs punitifs de 50 % sur les importations d'acier. En même temps, l'acier faisant l'objet de dumping et de commerce déloyal continue d'affluer au Canada en provenance des producteurs mondiaux, menaçant la survie de notre industrie.

L'acier canadien soutient plus de 23 000 emplois directs et 160 000 emplois indirects. Il permet de construire nos ponts, nos hôpitaux, nos transports en commun et nos voitures et produit trois fois moins de pollution par le carbone que l'acier importé. La perte de cette industrie signifierait la perte de bons emplois syndiqués, l'affaiblissement de nos objectifs climatiques et l'abandon de notre indépendance économique dans un monde marqué par la montée du protectionnisme et la fragilité des chaînes d'approvisionnement.

Le Syndicat des Métallos demande aux parlementaires fédéraux de défendre l'acier en apportant un soutien urgent aux travailleuses et travailleurs, en mettant un terme aux importations déloyales et en élaborant une stratégie industrielle qui accorde la priorité aux travailleuses et travailleurs et aux collectivités du Canada.

## Priorité 1 : Aide aux travailleuses et travailleurs

Plus de 1000 licenciements ont déjà été annoncés. Sans une aide urgente, des milliers d'autres emplois sont menacés.

### Recommandations

- **Dédier les revenus des tarifs de rétorsion** à l'aide directe aux travailleuses et aux travailleurs et aux investissements dans la production nationale d'acier, afin de protéger les emplois et de renforcer l'industrie.
- **Mettre en place une subvention salariale ciblée assortie de garanties d'emploi**, afin que les travailleuses et les travailleurs conservent leur emploi malgré la crise.
- **Veiller à ce que le financement des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) soit suffisant** pour aider les travailleuses et travailleurs licencié.e.s à accéder à une formation menant à de bons emplois syndiqués dans le secteur et dans leurs collectivités, et **à ce que les syndicats soient impliqués** dans toute la planification et la mise en œuvre de ces ententes.
- **Réformer l'assurance-emploi (AE)**, afin d'en améliorer l'accès, la durée et la couverture.

## Priorité 2 : Empêcher les importations déloyales de nuire à l'acier canadien pour de bon

Le 16 juillet 2025, le gouvernement fédéral a annoncé des changements majeurs, incluant des quotas tarifaires (QT) plus stricts pour les partenaires avec qui nous n'avons pas d'accord de libre-échange (ALÉ) (50 % des niveaux de 2024), les partenaires avec qui nous avons un ALÉ (100 % des niveaux de 2024), une surtaxe de 50 % sur les importations dépassant ces quotas, ainsi qu'un engagement renouvelé à s'attaquer à la surcapacité mondiale.

### Recommandations

- **Appliquer et renforcer les quotas tarifaires :** Examiner régulièrement les données d'importation, publier un suivi transparent des quotas et rendre permanente la gestion de l'offre des quotas tarifaires, afin de soutenir l'investissement et les négociations collectives équitables.
- **Renforcer l'application des règles commerciales :** Donner à l'ASFC les moyens de suivre les flux commerciaux changeants et d'enquêter sur les violations.
- **Appliquer une règle stricte de fonte et de coulée** avec une certification stricte et une surtaxe de 25 %, pour s'assurer que l'application cible le véritable pays d'origine et pas seulement l'endroit où l'acier est fini.
- **Responsabiliser les partenaires commerciaux :** Mettre en garde les partenaires d'un ALE qui ont l'habitude de subventionner et de pratiquer le dumping et supprimer l'exemption des États-Unis, tout en augmentant la surtaxe de rétorsion du Canada sur l'acier américain à 50 %.

## Priorité 3 : Bâtir une stratégie industrielle pour assurer l'avenir de l'industrie de l'acier

Le Canada ne peut pas reconstruire s'il ne peut pas construire. Alors que les États-Unis combinent tarifs, Buy America et investissements industriels, le Canada risque de se retrouver en retard sans un véritable plan pour soutenir la production propre, sécuriser les chaînes d'approvisionnement et créer de bons emplois.

### Recommandations

- **Élaborer une stratégie industrielle nationale globale** traitant la résilience économique et la capacité nationale comme des questions d'intérêt public et de sécurité nationale.
- **Mettre en œuvre des politiques d'achats domestiques et d'achats propres**, pour les projets financés par les fonds publics, afin de donner la priorité à l'acier fabriqué au Canada et un ajustement carbone à la frontière, afin que l'acier importé reflète son empreinte carbone.
- **Investir stratégiquement dans la capacité industrielle et le développement de la main-d'œuvre**, à l'aide du Fonds d'innovation stratégique, conditionnel au maintien de bons emplois au Canada.
- **Introduire un crédit d'impôt pour les produits fabriqués au Canada**, afin d'inciter le secteur privé à acheter de l'acier et des produits manufacturés au Canada, renforçant ainsi la production nationale et soutenant les bons emplois syndiqués.

**PASSEZ À L'ACTION : Défendez l'acier canadien. Défendez les emplois canadiens.**